MANIFESTATIONS ANTINUCLÉAIRES dans toute la France le SAMEDI 30 SEPTEMBRE.
Détail des rassemblements de la Fédération anarchiste à CARCASSONNE, PARIS, LES VANS, LILLE, LYON, MONTPELLIER, TOULON en page 3.

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

28 SEPTEMBRE AU 4 OCTOBRE 1995

N° 1010

10,00 F

A PARIS COMME A PAPEETE...

Chaque lendemain d'essai nucléaire, une manifestation aura lieu à Paris, à 18 h, sur la place de la Bastille.

NON AU NUCLEAIRE CIVIL ET MILITAIRE !

ASSURÉMENT, il n'y a guère de monde pour soutenir que l'arme nucléaire est un progrès technologique dont l'humanité puisse se vanter. C'est qu'avec l'ère atomique, l'anéantissement de la planète est devenu une possibilité. Hiroshima et Nagasaki ont permis de matérialiser cette menace. Et quelque soit notre situation sociale et économique, les candidats au suicide collectif ne se bousculent quand même pas au portillon. Même les militaires en conviennent. C'est sans doute ce qui a provoqué ce rejet instinctif de la reprise des essais atomiques annoncée par Chirac (70% de la population française s'est prononcée contre, selon différents sondages). Il est donc « facile », sur ce front commun anti-suicide, de faire l'unanimité sur le fait qu'il vaut mieux consacrer 5 milliards de francs à l'éducation plutôt qu'à la guerre atomique.

Dans cette logique, il est cohérent de lier la contestation des essais nucléaires et la suppression de toutes les armes atomiques de la planète, en vue d'éliminer tous risques de destruction totale de l'humanité.

Le PCF défend cette revendication depuis longtemps et propose même que l'Etat français donne l'exemple, dans une droite ligne d'une certaine idée de la France championne de la conquête des droits de l'Homme (ce qui reste encore à démontrer). Il va de soi que les anarchistes se réjouiraient de la suppression des armements atomiques, mais il nous paraît inconcevable d'élaborer une sorte de priorité dans la panoplie des armes existantes.

Il n'est pas plus tolérable d'envisager la disparition de toute vie humaine du fait d'une guerre atomique qu'il n'est tolérable que la Turquie massacre en toute impunité la population kurde ou que Boris Eltsine fasse bombarder systématiquement les villages tchétchènes ! De la même manière, nous ne pouvons qu'appuyer les initiatives prises par Handicap International et d'autres associations pour arrêter la fabrication et l'utilisation des mines antipersonnels. Il faut rappeler que ces mines ont déjà mutilé des centaines de milliers de civils, et qu'il en existe plusieurs dizaines de millions disséminées un peu partout à travers champs et cultures, au Cambodge, au Mozambique... Quantité de ces armes mutilantes sont *made in France*. Exiger la suppression de ces moyens de destruction est parfaitement légitime. Et sensibiliser l'opinion publique à ces sujets peut permettre une prise de conscience sociale de l'ampleur du phénomène militariste. Mais n'oublions pas qu'il n'y a pas eu besoin d'armements sophistiqués pour massacrer 500 000 personnes au Rwanda et que l'Etat français porte une part de responsabilité dans ce génocide.

Le problème est que les légitimes aspirations à vivre en paix font l'impasse sur les réalités politiques,

(suite p. 3)

LA SOUSCRIPTION POUR DE NOUVEAUX LOCAUX RL/ML CONTINUE
(chèque à l'ordre de DMC).
Nouvelles de la souscription en cours dans le prochain numéro.

T 2137 - 1010 - 10,00 F

Essais nucléaires : quelles « menaces » pour quelle doctrine stratégique ?

NONOBSTANT la bronca d'une véhémence rarement égalée que son annonce du 13 juin avait suscitée, Jacques Chirac a ordonné, en date du 5 septembre, le premier de *sa* série de tirs. « *La vraie question, ce ne sont pas les essais, mais la dissuasion* », énonça, le 23 août, l'émérite plongeur Jean-Jacques de Peretti, ministre de l'Outre-Mer. Pile poil ! Evidemment, aujourd'hui comme hier ou avant-hier, nos concitoyens auraient tort de s'en remettre à la classe politique, à la caste galonnée et à ses vassaux du paysage audiovisuel pour appréhender les tenants et aboutissants des options en matière de défense.

Si la plupart des « spécialistes » et les héritiers du « grand homme » (!) imputent au général de Gaulle la paternité de la force de frappe (novembre 1959), n'oublions pas que Pierre Mendès-France, président du Conseil, avait préparé le berceau et les couches, en créant une commission supérieure des applications militaires de l'énergie atomique le 26 octobre 1954 puis, vers Noël, un comité des explosifs nucléaires.

La pensée unique

Hormis les Verts, aucune force politique institutionnelle ne rejette la dissuasion, à laquelle le PS, sept mois après le PC, se rallia pour de bon en janvier 1978, en particulier sous l'influence de Charles Hernu (décédé le 19 janvier 1990) et Jean-Pierre Chevènement ; le maire de Belfort, à l'instar de Claude Cheysson, approuve l'initiative du chef de l'Etat. Les autres dignitaires de la rue de Solférino, de même que l'insupportable plagiaire Jacques Attali se succèdent sur les plateaux de télévisions et derrière les micros des radios, pour attester leur attachement inébranlable à la pensée unique. La position de la coalition UDF-RPR me semble bien plus cohérente. Difficile aussi de dépasser le berger de Latché sur l'échelle de Richter de l'hypocrisie ! Après avoir pulvérisé tous les records (86 explosions entre le 8 juillet 1981 et le 15 juillet 1991 !), le « sphinx » élyséen décréta début avril 1992, un moratoire sur les essais (davantage par opportunisme politicard que par une soudaine préoccupation quant au bien-être des populations vivant dans le Pacifique sud !). Le 6 mai 1994, il lança à ses successeurs un « défi » que l'impulsif Corrézien aussi maladroit qu'« *arrogant* », s'empressa de relever dès son accession au pouvoir. « *Le mouvement qui porte le désarmement nucléaire est sain* », avait osé ajouter le machiavélique Charentais. Le même qui exhorta, le 20 janvier 1983, les députés du Bundestag à approuver le stationnement sur le sol allemand de 108 fusées Pershing II et de 96 Cruise Missiles, qui affirma péremptoirement, le 13 octobre 1983 à Bruxelles : « *Le pacifisme est à l'ouest et les Euromissiles à l'est* », qui, sanglé dans sa superbe de chef suprême des Armées, jaloux de son « domaine réservé », lança le 16 novembre 1983 un martial « *La dissuasion, c'est moi* » (1) !

Durant la période dite de « guerre froide », la doctrine reposait sur « l'équilibre de la terreur », les vecteurs à ogives tricolores pointés vers les cités de l'ennemi potentiel soviétique. Opposé, bien avant la chute du Mur (2), à la force de frappe pour des raisons politiques, morales et économiques, je trouve passablement spécieuse l'argumentation selon laquelle « la dissolution des blocs » induirait une donne géopolitique inédite impliquant obligatoirement une révision des théories aussi urgente que radicale. Les membres de l'OTAN se satisfirent pleinement durant quatre décennies de l'affrontement entre « superpuissances » que l'on qualifia avec justesse, dans certains cercles militants, de « duopole impérialiste ». Pas étonnant que la majorité des dirigeants occidentaux aient « géré » catastrophiquement l'« ouverture à l'est » ! Les tragédies dans l'ex-Yougoslavie, en Tchétchénie, en Géorgie... résultent à la fois de la criminelle exacerbation de tensions nationalistes (par les chefs de clans de l'une ou plusieurs parties en présence) et de l'incapacité endémique des « cinq grands » (lesquels composent le « club atomique » accrédité par l'ONU et s'avèrent responsables à 80% du commerce mondial des armes !) à concevoir leur territoire autrement qu'un espace à quadriller par des troupes équipées avec des « joujoux » technologiques ultra-sophistiqués !...

Une farce grotesque

Les « nouvelles menaces » ne sont-elles pas le corollaire de l'ordre international qui prévalut de 1945 à fin 1989 ? Parmi elles, la « montée des intégrismes », la dissémination atomique incontrôlable, le trafic de plutonium. Un aéropage d'éminences de toutes obédiences substituerait volontiers à la dissuasion du « faible au fort » une conception tous azimuts, adaptée à l'air du temps vicié : « du fort au fou dangereux ». Du cinglé au dément, oui ! Dans *le Monde libertaire* n° 1006 du 29 juin 1995, Ronald Creagh pointe fort pertinemment les enjeux du « *wargame* » qui se dispute à 17 000 kilomètres de la métropole.

La conclusion, désormais assez hypothétique, du traité d'interdiction totale, n'empêchera vraisemblablement ni le perfectionnement des projectiles, ni l'élargissement de la panoplie, ni la poursuite de tests « subkilotonniques » indécelables. La miniaturisation, la simulation en laboratoire ne s'inscrivent pas précisément dans un processus d'abandon de l'arsenal atomique, comme le stipule pourtant l'article 6 du Traité de non prolifération (TNP), entré en vigueur le 5 mars 1970, auquel notre pays n'adhéra qu'en août 1992. La conférence permanente sur le désarmement, où siègent les représentants de 37 Etats, s'apparente à une farce grotesque. Comme l'écrit Eric Chauvistré, chercheur au Département des relations internationales à l'université de Canberra, « *la préséance des intérêts militaires est sauvegardée à Genève. Un projet de réarmement qualitatif est considéré comme une étape vers le désarmement. George Orwelle se réjouirait* » (3). Le stock mondial d'engins de destruction massive encore opérationnels s'élèverait à quelque 22 500, d'une puissance globale correspondant à celle de 500 000 bombes d'Hiroshima (4).

L'idée (déjà émise il y a vingt ans au sein de l'état-major des Armées, relayé en 1983 par... Chirac, envisagée en 1992 par Mitterrand...) d'une « dissuasion concertée » avec les partenaires européens, étendue à la sécurité globale du continent, en contradiction flagrante avec le dogme du « sanctuaire à protéger », n'a guère soulevé de liesse dans les ambassades parisiennes et les palais gouvernementaux. André Glucksmann, jamais en panne d'inepties, préconise que « *les grandes nations démocratiques disposent des armes nucléaires. Y compris les Allemands...* » (5). 78% de nos voisins germaniques se déclarent hostiles à une défense nucléaire commune (6).

Nos dirigeants, si prompts à invoquer le droit international lorsque les zodiacs de Greenpeace pénètrent dans la zone des douze milles nautiques, ne reconnaissent ni la compétence de la Cour internationale de Justice de La Haye à propos des essais (7), ni la recevabilité de plaintes devant la Cour européenne des droits de l'Homme de Strasbourg en vertu de la convention sur la protection des libertés fondamentales et de l'article 34 du traité de l'Euratom. Selon les termes de celui-ci, la commission européenne de Bruxelles doit se prononcer, lorsqu'un Etat membre effectue des expérimentations délicates susceptibles de générer des conséquences graves, et formuler son accord express, lorsque celles-ci s'étendent en territoire d'un pays tiers de l'Union européenne ; les îles Pitcairn (appartenant à la Grande-Bretagne) sont situées à 800 kilomètres au sud-est de Moruroa. La France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis n'ont pas ratifié le protocole du traité de Rarotonga (îles Cook) où, le 5 août 1985, le Forum du Pacifique sud (8) adopta un projet de zone dénucléarisée pour toute la région.

Impulsons un véritable débat sur le mode de résolution des conflits, le type de coopération entre les peuples, la nécessité absolue de promouvoir partout sur la planète un développement harmonieux et équitable, compatible avec la sauvegarde des écosystèmes, sans occulter la décolonisation de la Polynésie.

Investissons notre énergie pour dénoncer et contrer, même avec nos modestes moyens, l'odieuse propagande militariste qui dégouline des lucarnes branchées sur les canaux hexagonaux. Boycottons TF1, France 2, France 3 et leur clique de journalistes, zélés porte-paroles du SIRPA !

RENÉ HAMM

(1) A « L'Heure de vérité » sur Antenne 2.
(2) Le 9 novembre 1989.
(3) *Frankfurter Rundschau* du 11/07/1995.
(4) La capacité exterminatrice de *Little Boy* équivalait à 13 500 tonnes de trinitrotoluène (TNT).
(5) *Frankfurter Rundschau* du 20/07/1995.
(6) Sondage de l'Institut Forsa publié dans *Die Woche* du 8/09/1995.
(7) Le 22 septembre, elle a débouté la Nouvelle-Zélande de sa plainte.
(8) Fondé en 1971, il comprend aujourd'hui 15 pays : l'Australie, Fidji, les îles Cook, les îles Marshall, Kiribati, les Etats fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, la Papouasie-Nouvelle Guinée, les îles Salomon, les Samoa occidentales, Tonga, Tuvalu, le Vanuatu et la Nouvelle-Zélande.

le monde libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif

		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 35 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 95 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 170 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 290 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal .....Ville .....
Pays .....
A partir du n° .....(inclus).
Abonnement de soutien ❑
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑ Autre ❑
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ❑
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1er trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

A Paris comme à Papeete... non au nucléaire civil et militaire !

(suite de la « une »)

c'est-à-dire sur les stratégies des Etats et les intérêts capitalistes.

Il n'est pas possible que les classes dominantes de la planète puissent assurer la pérennité de leur pouvoir sans avoir des arguments militaires à faire valoir, car pour elle :

— c'est une nécessité afin de déterminer les types et les niveaux de relations qu'elles entretiennent entre elles (savoir qui est le maître ou le vassal, et définir ainsi une hiérarchie des pouvoirs ;

— c'est une nécessité pour dissuader les populations qu'elles exploitent de contester radicalement l'ordre existant ;

— c'est une nécessité de liquider physiquement des mouvements sociaux contestataires, si besoin s'en fait sentir ;

— c'est une nécessité de déclarer la guerre à un Etat si celui-ci remet en cause une situation acquise ou s'il est jugé possible de conquérir ou de se partager une partie ou la totalité de son territoire.

Et de la même manière que celui qui tient un pistolet est plus fort que celui qui tient une épée, celui qui détient la bombe atomique est plus fort que celui qui n'a que des tanks. C'est simple, ridiculement simple, et absurde, mais la société capitaliste fonctionne comme cela. Seuls les rapports de forces comptent.

Il est donc illusoire, dans le désordre capitaliste ambiant, de penser pouvoir limiter ou supprimer l'armement atomique. Il faut être conscient que, quand bien même un traité d'interdiction sur la prolifération nucléaire serait signé en 1996, nombre d'Etats chercheront à développer des armements atomiques, clandestinement ou pas. N'en déplaise à Chirac. C'est déjà ce qui se passe, et cela multiplie d'autant les risques de conflits majeurs.

D'ailleurs, c'est justement en jouant sur cette situation internationale instable, où les équilibres internationaux sont bousculés tout à la fois par l'éclatement des pays du communisme autoritaire comme par la nouvelle donne de l'économie mondialisée, que Chirac a justifié la nécessité de développer le nucléaire pour assurer la sécurité de la France, voire de l'Europe. C'est sans aucun doute un des arguments auquel bon nombre de personnes ont été sensibles, et qui explique cette contradiction entre rejet du nucléaire et faible mobilisation dans la rue (du moins jusqu'à ce jour).

Cette argumentation étatique est d'autant plus efficace que la gauche ne remet pas en cause la nécessité d'une défense nationale. Il est clair que les socialistes sont on ne peut plus opportunistes sur le sujet puisque pour eux la panoplie nucléaire française doit être maintenue et même perfectionnée grâce à la simulation informatique. Tout au plus veulent-ils mettre mal à l'aise le nouveau président. Mais lorsqu'on développe une stratégie d'alternance pour 1998, il s'agit d'être un parti responsable !

Quant au PCF, il a toujours défendu l'armée, la production d'armements, les emplois dans les arsenaux militaires qui fabriquent les sous-marins nucléaires... Il est difficile de dire que l'armée est indispensable sans vouloir qu'elle dispose de tous les moyens militaires, y compris la bombe atomique. Il y a comme un malaise lorsqu'au cours d'une manifestation de protestation contre le nucléaire, on se voit refuser la signature d'une pétition, pour l'amnistie des insoumis à l'armée, sous prétexte que la France a besoin d'une armée de conscrits ! Cela s'est produit à Lyon, en juin dernier, lors d'un rassemblement à l'initiative du Mouvement de la Paix, du PCF et de quelques autres organisations de la même mouvance.

> « L'antimilitarisme ne fait guère recette en ces temps troublés. »

Il est probable que le peu d'ampleur, en France, des manifestations contre l'armement atomique — et le nucléaire en général — soit dû à cet attachement, largement partagé dans la société française, à une défense « moderne et efficace ». Il s'agit bien d'une armée dont la vocation n'est pas d'assurer la simple défense du territoire comme cela est généralement dit, mais de pouvoir disposer d'une force suffisamment terrifiante pour exercer une influence internationale afin d'appuyer et de garantir « notre rang » dans le monde.

Il y a consensus des classes politiques de droite comme de gauche sur les fonctions et la place du système militariste dans l'organisation générale de la société française. Il est clair qu'en Australie ou en Nouvelle-Zélande les populations n'ont pas les mêmes soucis.

Autrement dit, les anarchistes et les pacifistes conséquents doivent s'attendre à être confrontés aux humeurs et à l'hostilité des partis politiques. L'antimilitarisme ne fait guère recette en ces temps troublés.

Mais à l'agacement des permanents politiques à la vue d'une banderole associant rejet du nucléaire et rejet du militarisme, il convient de mettre en parallèle l'étonnement et le sursaut de sympathie de nombreuses personnes.

Nos slogans antimilitaristes interpellent et provoquent la curiosité parce qu'ils mettent à jour quelques évidences. Reste à donner un sens et à expliciter notre critique et notre analyse pour qu'à l'intérêt du premier moment envers nos propositions succède une démarche consciente pour une civilisation sans production d'armements « classiques » ou nucléaires. Pour ce faire, il faudra bien en finir avec le capitalisme et l'Etat, ces grands organisateurs de guerres !

BERNARD
(gr. Déjacque - Lyon)

Samedi 30 septembre
Présence FA lors des manifestations
contre les essais nucléaires dans le Pacifique

CARCASSONNE
15 h, place Carnot

LES VANS (Ardèche)
11 h, place Ollier

PARIS
14 h, place de la Bastille
(pas de cortège libertaire hors manifestation « classique », contrairement à ce que nous indiquions dans le ML n° 1009)

LYON
16 h, place Bellecour

LILLE
15 h, place Rihour

MONTPELLIER
15 h, Le Peyrou

TOULON
15 h, place Louis-Blanc
(en bas du cours LaFayette)

NANTES

Le silence des agneaux

Depuis près de deux mois, les mobilisations contre la reprise des essais nucléaires se sont multipliées à Nantes. Rassemblant tantôt une poignée de personnes (une centaine à l'appel de la CGT et de la LCR début septembre), puis plus d'un millier (le 17 septembre), ces manifs sont significatives de l'état d'esprit politicard qui anime nombre de leurs organisateurs. Assisterions-nous à la grand-messe tant attendue, Celle de la réconciliation des forces de gauche et de progrès ? Le PS en frémit déjà ! Mais pour mener à bien ce long travail de refondation d'une gauche sociale (sic) prête pour l'alternance, il convient de ramener le débat au niveau zéro :

— le nucléaire civil ? On n'en parle pas !... Les députés de droite du département de Loire-Atlantique, eux, n'en n'ont cure puisqu'ils viennent de demander que le projet d'installation d'une centrale nucléaire à une cinquantaine de kilomètres de Nantes soit repris ;

— le complexe militaro-industriel ? Connaît pas !... (trop d'emplois sont en jeu) ;

— les ventes d'armes (sauvons le commerce extérieur !), la place de la France au Conseil de sécurité (alors que l'Allemagne et le Japon frappent à la porte), le colonialisme (à Tahiti comme en Kanaky), les rapports de forces inter-impérialistes dans le monde ? Des gros mots tout ça !

Comme le soulignait un tract diffusé récemment sur la place de Nantes : « *Les sirènes de l'unité ne veulent pas de débat, mais une action commune forte contre la droite* ». Alors, comble de l'ironie, la banderole de tête de la manif unitaire fut réalisée par le « Parti des 93 essais », le Parti socialiste lui-même, que nos braves trotskystes de la LCR, en bons saint-bernard, allèrent chercher. Expulseur d'immigrés antiraciste hier, nucléocrate anti-essais aujourd'hui, le Parti socialiste est devenu le Parti schizophrène pour la plus grande joie d'une gauche bêlante, associative et politique, à la dérive ! Autant dire que la solidarité avec les émeutiers de Papeete ne sera jamais un leitmotiv de ses manifestations.

De cela, il ressort une évidence : pour stopper le nucléaire, civil et militaire, nous ne devons compter que sur nous-mêmes et porter notre discours rupturiste de manière autonome. Nous sommes les seuls à clamer qu'une société nucléaire, du fait des hauts risques qu'elle fait peser sur les individus et l'environnement, ne peut être qu'une société policière et centraliste, une société militarisée ; nous sommes les seuls à combattre le nucléaire par anticapitalisme ; et nous seront assurément toujours les seuls à dire que le premier terroriste, du Rainbow Warrior à la grotte d'Ouvéa en passant par les rafles dans les milieux indépendantistes tahitiens, c'est l'Etat !

PATSY
(gr. Milly-Witkop - Nantes)

NI NUCLÉAIRE NI MILITAIRES

Ne nous cassez plus les neutrons !

Cinquante ans après Hiroshima, 10 ans après l'attentat terroriste des socialistes contre le Rainbow Warrior, Chirac et compagnie font dans la dans continuité, au nom de la grandeur de la France, qui ne cesse du coup de rapetisser. Les protestations des Etats environnants (Australie, Nouvelle-Zélande...) nous laissent froids : pour eux, c'est l'occasion rêvée de remettre en cause la position de la France dans le Pacifique, pour prendre sa place. Quel changement !

Pour nous, les essais, et la politique nucléaire en général, mettent à jour tout un processus de domination, et ce à plusieurs niveaux.

Militaire

Dans « essais nucléaires », en cherchant bien, on trouve bombe, donc guerre. On en voit mal l'utilité, quand on peut faire sauter déjà plusieurs fois la planète. « *Dissuasion*, dit-on. *C'est pour ne pas s'en servir* ». Raté Ducon ! Ces essais concernent des bombes tactiques, donc théoriquement utilisables sur des théâtres d'opérations. En outre, plus aucun prétexte ne justifie une doctrine de dissuasion depuis la chute du bloc de l'Est. Dur de trahir aussi inutilement un processus international déjà difficile, visant à interdire les arsenaux nucléaires : la France, avant les essais, venait de signer le Traité de non prolifération nucléaire (TNP). Juppé en avait été un des plus fervents avocats. Tartuffe !

Ecologique

Tout le monde est d'accord, y compris le rapport des savants australiens et néo-zélandais largement corrigé par la propagande élyséenne et les médias aux ordres : des particules radioactives ont été trouvées en 1987 et 1990 dans la « zone interdite ». De plus l'atoll de Moruroa est fissuré. Enfin, que deviennent les déchets laissés par les dizaines de tirs réalisés ? Lendemains « irradieux » en perspective. Pour nous contredire, le ministre De Peretti est allé faire trempette (en combinaison de plongée !) dans l'atoll. Avant les essais. Pas fou !

Social et colonial

Suite à l'installation, à Papeete, du Centre d'expérimentation du Pacifique, on a assisté à la disparition de l'agriculture locale en autosuffisance et de la pêche, dont les droits ont été vendus aux bâteaux-usines japonais. On assiste depuis au développement d'une société à deux vitesses. La majorité des Polynésiens de souche n'ont pas profité des retombées (économiques !) de la bombe. Chômeurs et bidonvilles pullulent. Le tourisme n'a créé que peu d'emplois. Les indépendantistes voudraient que les aides au développement soient diversifiées pour que les populations locales ne dépendent plus d'un seul pays et d'une seule politique. Pas de doute, les émeutiers de Papeete ont été manipulés. Par la misère. Ah ! les jolies colonies de la France.

Là-bas comme ici, le nucléaire et les militaires n'empêchent pas la misère d'avancer. Au contraire. Pourtant, avec cette masse de pognon...

Terrorisme diplomatique

« *La bombe doit servir la défense européenne !* »... mais si les populations sont placées devant le fait accompli ça fait un peu « arrogant ». Enfin, devant les 177 signataires du traité de non prolifération et les pays du tiers monde, le message et clair : « J'ai la bombe, je suis fort, je suis de Gaulle »... aux petits pieds. Encore un magnifique exemple de la manière avec laquelle l'Etat traite les peuples. Boycottons-le. Déjà, des groupes organisent des opérations d'objection à l'impôt (Stop essais...).

Néant démocratique

Démocratie et nucléaire (quel qu'il soit), ça ne rime pas. Les arrestations de syndicalistes à Papeete, les manifestations interdites à Paris, la désinformation et le mensonge systématique en sont la preuve. Du PCF aux gaullistes, tous unis pour tout le nucléaire, derrière la bannière d'EDF et du Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Comme disait l'autre, on veut tester la connerie des Français à des arguments qui ne tiennent pas la route, et tous les moyens répressifs et médiatiques sont mis en œuvre. Ça rappelle le nuage de Tchernobyl stoppé par les douaniers français.

Dans le même temps, on redémarre Superphénix.

Dans le même temps, nos déchets nucléaires continuent à envahir le tiers monde.

Dans le même temps, les survivants d'Hiroshima meurent lentement d'une bombe vieille de 50 ans.

Non au nucléaire, civil et militaire !

FÉDÉRATION ANARCHISTE
et Sections Contre l'Atome
Liquidant le Pacifique
(SCALP-REFLEX)

Marche européenne 1995 pour un monde dénucléarisé

Des marcheurs parcourent 5 500 kilomètres pour un monde dénucléarisé, de Bruxelles à Moscou, et ceci depuis le 12 janvier et jusqu'au 12 octobre 1995.

Depuis plus de 250 jours, les marcheurs ont parcouru 4 800 kilomètres et traversé dix pays.

En Biélorussie, ils ont manifesté, le 29 août, contre les essais nucléaires devant l'ambassade de Chine, où ils ont été reçus par un représentant de l'ambassade, M. Wu Hongbin. Après l'entretien, deux militants en tenue blanche ont éparpillé de la terre de Tchernobyl, qu'ils avaient emporté lors de leur passage sur le lieu de la catastrophe nucléaire. En réponse à la protestation de M. Wu Hongbin, les manifestants ont répliqué que la Chine faisait exactement la même chose avec les habitants de la région de Lop Nor, où ont lieu les essais chinois.

Une demi-heure plus tard, les marcheurs sont arrivés devant l'ambassade de France, où ils ont hissé des banderoles contre les essais nucléaires et pour un boycott des produits français. La police les a empêchés d'approcher, après l'expérience de 8 heures de blocage de l'ambassade à Kiev, en Ukraine, le 28 juillet dernier. Une délégation fut reçue par un capitaine de l'armée française, pendant une demi-heure.

Les marcheurs termineront leur périple à Moscou le 12 octobre 1995, journée internationale des peuples indigènes, souvent victimes du développement nucléaire.

Les marcheurs demandent l'arrêt des essais nucléaires, la prorogation du Traité de non prolifération (TNP), le démantèlement de toutes les armes nucléaires, l'arrêt de l'énergie nucléaire et la révision du rôle de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA).

A bientôt pour un XXIe siècle sans nucléaire.

Coordination pour la France : **Perline - GSIEN Lyon, 2, place Croix-Pâquet, 69001 Lyon.** Fax : 78.28.10.70.
Coordination internationale : **For Mother Earth, Zilverhof 19, 9000 Gent (Belgique).** Tél. : 32 (9) 233.32.68. Fax : 32 (9) 233.49.24.

CLERMONT-FERRAND

Rafle d'anars et de syndicalistes

Le 19 septembre 1995, à l'aube, a eu lieu dans l'agglomération clermontoise une rafle de militants et sympathisants politiques libertaires et syndicalistes.

Des policiers en armes et en nombre ont procédé sur commission rogatoire à des perquisitions, fouilles corporelles, détentions, interrogatoires et auditions.

Pourquoi ?

Cette opération s'est faite consécutivement à un « attentat » s'étant déroulé dans la nuit du 3 au 4 septembre devant le conseil régional d'Auvergne (*la Montagne* du 5 septembre 1995).

Le groupe Spartacus de la FA de Clermont-Ferrand, dont certains militants et sympathisants ont été interpellés, tient à déclarer publiquement :

— « Nous constatons l'instauration d'un principe, celui du délit politique d'appartenance à un courant socialiste libertaire. Dans l'obscurantisme entretenu sur les tenants et les aboutissants des attentats, à travers l'amplification des crises sociales, se mettent en place des tentatives d'éradication des luttes de classes.

Ne nous y trompons pas, dans son fondement le principe n'est pas nouveau, et souvenons-nous des conséquences pour les individus et les luttes (les affaires Sacco-Vanzetti et Pinelli-Valpreda, pour ne citer que les plus connues).

Il suffit d'un quelconque graffiti anonyme pour justifier des interpellations permettant des opérations de « contrôle politique » avec les conséquences de nature liberticide qui en découlent pour le présent et pour l'avenir.

Ceci étant dit, nous protestons pour tous, et pas pour nous. L'engagement pour la défense de l'Homme a entraîné, de tout temps, la répression de la part des décideurs politiques.

Malgré cette opération policière, nous continuerons nos luttes en cours :

— dénonciation du système de vidéo-surveillance à Clermont-Ferrand ;

— création d'un comité de soutien aux luttes des peuples du Chiapas (en liaison avec la Coordination européenne de soutien au mouvement zapatiste et de la CNT-AIT).

Malgré la répression, le groupe Spartacus de la Fédération anarchiste maintient ses permanences et ses campagnes dans le local collectif de l'**Aténéo, au 8, rue de l'Ange, tous les samedis, de 14 h à 17 h.** »

GROUPE SPARTACUS

A LA PETITE SEMAINE

Amateurisme et savoir-faire

Après avoir commencé par tuer une poignée d'individus et menacé de continuer, un Américain anonyme surnommé Unabomber, recherché par la police mais insaisissable depuis dix-sept ans, a obtenu de plusieurs quotidiens d'outre-Atlantique la publication d'un manifeste politique de son cru dénonçant les méfaits de la société industrielle

Si peu de victimes et tout ce temps pour parvenir à ses fins, quel amateurisme !

Mus par des ambitions semblables mais visant plus haut et voyant plus grand, beaucoup ont compris qu'il convient en premier lieu d'ambrasser la carrière politique, de se montrer le plus possible, sous la protection d'une police toute dévouée, puis d'élaborer un programme de gouvernement tout acquis aux géants de l'industrie, que la presse, libre comme personne, se fait un devoir de publier sans se faire prier.

C'est ensuite seulement, dès la mise en application, que les victimes s'accumulent. C'est ça le savoir-faire ! ♦

FLORÉAL

LE NUCLÉAIRE CIVIL IMPOSÉ A LA POPULATION

L'Agence nationale de gestion des déchets radioactifs s'installe « chez nous »

Le lundi 18 septembre à l'heure du laitier, quelque 200 CRS à la solde de l'ANDRA ont évacué 8 personnes qui terminaient leur tour de garde nocturne sur le site de forage de La Chapelle-Bâton, au sud de la Vienne. Cette occupation qui se déroulait depuis une semaine avait été décidée par le Comité de coordination Vienne-Charente, opposé au projet de laboratoire souterrain pour l'enfouissement des déchets nucléaires, Personnes molestées, matériel détruit, les autorités ne reculent devant rien pour faire taire la contestation.

C'est le dimanche 10 septembre à 5 heures du matin que les opposants s'étaient emparés du site. « *La terre appartient aux paysans, elle est destinée à nourrir les gens, non à y enfouir de la merde.* » La plate-forme était clôturée, une ferme y était installée symboliquement (des vaches, des moutons et un baudet du Poitou !), une voiture de police qui passait par là était même transportée, avec ses occupants, par une vingtaine de personnes, et enfermée à l'intérieur de l'enclos pendant deux heures. A partir de là, une centaine d'opposants, essentiellement des agriculteurs du canton, se relayaient nuit et jour pour garder cette nouvelle ferme, baptisée « Chez nous » ; des toilettes en dur étaient construites, des abris de toile dressés pour y faire la fête, accueillir les visiteurs, boire un coup, manger, informer, discuter.

Le dimanche suivant, le 17, une fête est organisée sur place : repas, musique, discussions ; malgré la pluie, plus de 300 personnes, en grande partie du canton, manifestent leur solidarité avec les occupants et leur hostilité au projet de l'ANDRA. La liste des volontaires pour les tours de garde s'allonge, le mouvement semble pouvoir s'élargir et se consolider... C'est bien sûr ce qu'ont compris l'ANDRA, qui a déjà entamé une procédure d'expulsion, et les pouvoirs publics, qui ont décidé d'intervenir dès le lendemain matin.

L'affaire ne date pas d'hier : en décembre 1993, le conseil général de la Vienne vote à main levée et à l'unanimité, devant la presse, pour le projet d'enfouissement des déchets nucléaires que l'ANDRA a proposé à Monory. Immédiatement, une manifestation réunit 400 personnes ; mais pendant un an l'ANDRA se fait invisible, de sorte que la mobilisation se met en veilleuse.

Fin 1994, des tests sismiques sont effectués, qui entraînent quelques actions de débranchage des fils des appareils de mesure. L'ANDRA embauche alors des jeunes, avec toute la précarité possible, pour garder en permanence ces fils ! (Comme quoi le nucléaire ça crée des emplois !)

Lorsque l'ANDRA commence à aménager simultanément 11 plates-formes de forage (afin d'en trouver une qui convienne) autour de Civray, les opposants ont du mal à parer cette dispersion. Une expo de l'ANDRA à Civray vantant les mérites du nucléaire est cependant visitée par deux bennes de fumier.

Dans cette affaire, la technique de l'ANDRA est la même que pour d'autres sites, et elle ressemble comme deux gouttes d'eau à celle utilisée par EDF ou par les promoteurs de projets autoroutiers, de tunnels ou de gazoducs : on promet de l'emploi, on achète les maires des villages en faisant miroiter le financement à 10 % de projets locaux, on balance du fric à des entreprises pour qu'elles s'installent (souvent, elles disparaissent peu après avoir touché le pactole, pour recommencer l'opération dans un autre lieu, parfois sous une autre raison sociale). Bref, on achète les élus et on trompe des gens particulièrement sensibilisés au problème de l'emploi.

Mais il faut bien reconnaître que les autorités trouvent des relais complaisants : les élus, évidemment, mais aussi des syndicats. C'est ainsi que la Commission d'information mise en place par l'ANDRA a refusé la présence du Comité : CGT, FO, Chambre d'agriculture (FNSEA) ont voté contre sa présence ! Ils considéraient que l'association d'opposants ne représentait personne ; par contre, les « écolos » de Vienne-Nature ou les consommateurs de l'UFC, eux, ont été invités.

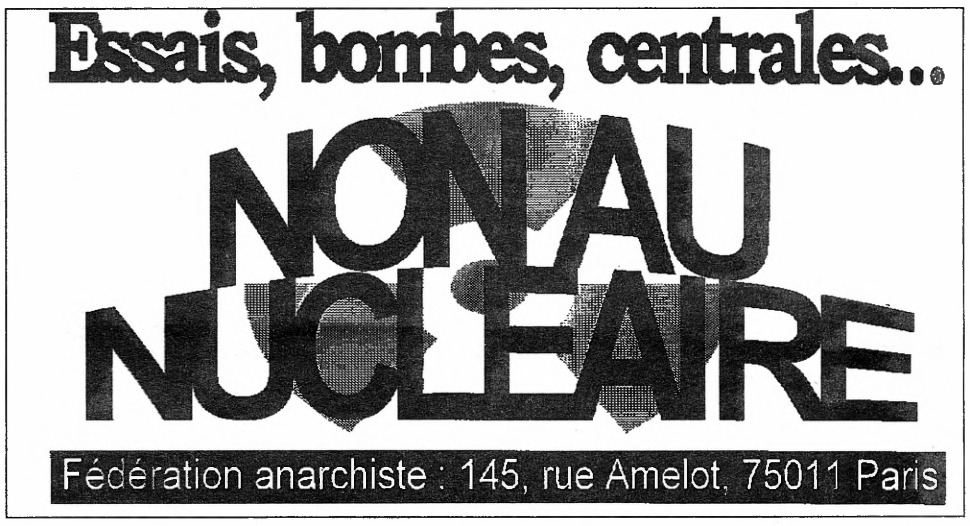
Actuellement, l'ANDRA démarche pour racheter une ou deux fermes (à un prix bien supérieur à celui du marché !), qu'elle pourra ensuite, grâce au remembrement, échanger parcelle par parcelle pour se constituer la surface nécessaire aux travaux lorsque le lieu aura été choisi. Ainsi, les terres voisines perdront de leur valeur à cause de la proximité du site et les agriculteurs, déjà au bord de la faillite à cause de la politique agricole, auront le loisir de postuler à des postes d'intérimaires comme gardiens du Futuroscope de Monory.

J.-P. Raffarin, l'étoile montante du département, successeur probable du « garagiste de Loudun » et déjà ministre, a montré quelle estime il portait à sa région et à ses administrés. A ceux qui le questionnaient sur l'utilité d'un site de stockage et sur ses retombées économiques, il a répondu à peu près ceci : « *Mais enfin, que voulez-vous faire d'une telle région ?* » Sous-entendu : Dans une région de merde, pôvre, on ne peut que stocker de la merde !

Quoi qu'il en soit, cet épisode a montré que la mobilisation pouvait se dynamiser, et il n'est qu'une étape dans une lutte appelée à se poursuivre. Même si certains hésitent à se proclamer antinucléaires, il est quelques évidences : tant qu'il y aura des centrales, il y aura des déchets ; le problème des déchets existe bel et bien, et il faudra trouver une solution aux conneries faites depuis des décennies par les technocrates et les financiers ; mais, tant que cette politique du nucléaire se poursuit, nous n'avons pas, nous qui y sommes opposés, à trouver des solutions pour les déchets ni à en subir les conséquences.

GROUPE BERKMAN de POITIERS (FA) et OCL-POITOU

Notre dernier autocollant



Le groupe Humeurs Noires a publié l'autocollant ci-dessus (format A6).
30 F les 50 exemplaires (+ 8 F de port) ou 50 F les 100 ex. (+ 16 F de port).
A commander à : Humeurs Noires, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul cedex (chèque à l'ordre d'Humeurs Noires).

RENDEZ-VOUS

CONQUES-SUR-ORBIEL (AUDE)
Le 9 octobre, 12 opposants au tunnel du Somport seront jugés à Pau. Le groupe FA de Carcassonne vous invite à un concert de soutien, le samedi 7 octobre, à partir de 21 h, au **gymnase de Conques-sur-Orbiel (près de Carcassonne).**
Au programme : Marto's Pikeurs, Fucking Raskasses et La Rouquine du 1er (ska core, folk-rock). Entrée : 40 F. Le groupe y tiendra une table de presse.
Groupe FA c/o CRA, BP 46, 11250 Leuc cedex.

DEUX-SÈVRES
Les sympathisants FA du département des Deux-Sèvres, désireux de se rencontrer pour agir, peuvent le faire par l'intermédiaire du groupe FA de Poitiers : **CARES/FA, impasse des Communaux, 86000 Poitiers.**

LILLE
• Ventes du *Monde libertaire* et d'*Alternative libertaire* (mensuel bruxellois) :
— vendredi, 17 h - 18 h 30, devant la gare de Lille ;
— dimanche, 11 h - 12 h 30, sur le marché de Wazemmes, à Lille.
• Ecoutez chaque vendredi « La Voix sans maître - Humeurs Noires », sur Radio Campus (106.6).
• Réunion publique sur le thème suivant : « Le nucléaire civil et militaire », le mercredi 4 octobre, à 20 h, au **Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux (1-2, rue Denis-du-Péage, métro Fives ou Marbrerie, à Lille).**

LYON
• Le samedi 7 octobre, débat à la **librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon, à 15 h,** sur le thème : « Les 100 et quelques jours de la Chiraquie », autopsie d'une fracture sociale, par les animateurs de l'émission « Idées Noires » (Radio Canut).
• Mardi 10 octobre, manifestation des fonctionnaires, avec cortège de la FA. Se renseigner à **La Plume Noire (ouverture : du mercredi au samedi, de 15 h à 19 h. Tél. : 72.00.94.10)** pour l'heure et le lieu de rendez-vous.

PARIS
Les jeunes militants et sympathisants de la Fédération anarchiste se donnent rendez-vous à la librairie du **Monde Libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris),** le jeudi 5 octobre, à 18 h.
Le but d'une telle rencontre est une prise de contacts et une coordination des jeunes militants et sympathisants anarchistes dans diverses structures d'enseignement et de travail.

POITIERS
Le groupe Alexandre-Berkman de la FA tient sa permanence hebdomadaire le mercredi, de 16 h à 19 h, **impasse des Communaux (rue Cornet), 86000 Poitiers.**
En dehors de cet horaire, écrire au CARES/FA (même adresse).
Au local du CARES, vous pouvez également rencontrer les militants anarcho-syndicalistes de la CNT et ceux du collectif antimilitariste Louis-Lecoin.

TOULOUSE
Le groupe Albert-Camus a acheté un local de 85 m². Une souscription est ouverte. Chèque à l'ordre de « FA de Haute-Garonne ».
FA de Haute-Garonne, 36, rue de Cugnaux, 31300 Toulouse.

MONTPELLIER
• « Pot de rentrée » du groupe FA, le vendredi 29 septembre, à 18 h 30, à **L'Antre anar, 5, rue Jeanne-d'Arc, 34000 Montpellier.**
• Semaine « Langage et Pouvoir » à **L'Antre anar** :
— le mardi 3 octobre, à 20 h 30, Jean-Claude Michéa viendra parler de son livre *Orwell Anarchiste Tory* ;
— le jeudi 5 octobre, à 20 h 30, débat avec des espérantistes ;
— dimanche 8 octobre, 15 h, projection de la vidéo sur Noam Chomsky : *Les médias et les illusions nécessaires.*

Ecole Paul-Painlevé de Lyon : racisme ou inégalités sociales ?

Le Monde, dans un article du 7 septembre intitulé « Bancs d'école réservés », accusait l'école Paul-Painlevé (3e arrondissement de Lyon) d'avoir réparti les classes de cours préparatoire (CP) « au faciès » : « *Le directeur avait ouvert deux classes de CP, dont l'une regroupe tous les petits Français de souche, soit six élèves sur dix-huit, et l'autre exclusivement composée d'enfants issus de l'immigration* ».

Scandale, dénonciation par le MRAP, demande de l'Académie de procéder à une répartition des « Français de souche » dans les deux classes de CP.

Le journaliste du *Monde* a, en fait, développé une analyse extrêmement biaisée de la situation de cette école, notamment en étant très ambigu sur la répartition des élèves : on pouvait tout à fait, à tort ou à raison, croire que la classe des enfants « Français de souche » ne contenait aucun enfant d'origine étrangère. En fait, il y a deux classes de CP : l'une de vingt enfants, tous d'origine étrangère ; l'autre avec dix-huit enfants, dont six « Français de souche », le critère de répartition avancé par l'équipe étant « pédagogique » et non « racial ».

L'article est par ailleurs très simpliste, car il se contente de critiquer la situation de l'école, sans regarder quel est son environnement social et politique.

L'école Paul-Painlevé est située en centre-ville, dans un quartier très hétérogène : un petit ghetto arabe et tout autour un quartier relativement riche, avec essentiellement une population de classe moyenne supérieure. Le groupe scolaire, situé dans le ghetto arabe, est composé de vieux locaux, assez vétustes, et jusqu'à aujourd'hui seule l'école maternelle a été entièrement rénovée.

Depuis de nombreuses années, les parents de « Français de souche » demandent des dérogations et envoient leurs enfants dans d'autres écoles, moins vétustes et avec moins d'enfants d'origine étrangère.

Suite à la rénovation de l'école maternelle et à un changement d'équipe pédagogique dans l'école primaire, un travail de sensibilisation a été fait pour que les parents français laissent leurs enfants dans cette primaire. Et, de fait, de nouveaux élèves sont arrivés, amenant la création d'un deuxième CP.

Comme dans chaque école primaire, les classes de CP sont formées en fonction des évaluations faites par les instituteurs de maternelle, en tentant d'équilibrer à peu près le niveau des classes. Une des classes, plus homogène, a été confiée au nouvel instituteur ; l'autre, reconnue comme hétérogène, regroupant des élèves de niveaux plus différents, a été confiée à l'ancienne institutrice. Cette deuxième classe regroupe donc les six « Français de souche » et d'autres élèves, d'origine arabe.

On peut évidemment critiquer le fait que les Français soient regroupés dans la même classe. Il paraît évident que la pression de certains parents n'y est pas pour rien et que c'est la volonté de les « sécuriser » qui a en partie amené cette répartition, au-delà du critère pédagogique avancé par l'équipe.

Si la volonté de rétablir une certaine « mixité ethnique » est louable, le type de compromis auquel elle a abouti est beaucoup plus discutable. Quand on connaît les préjugés de certaines familles françaises, la volonté d'amener ces familles à remettre leurs enfants dans l'école a conduit à faire des concessions pour le moins discutables.

Le problème de cette école se joue en dehors d'elle même, dans le contexte social et politique. La marge de manœuvre de l'équipe pédagogique dans cet environnement est infiniment réduite. Ce n'est pas dans l'école que le problème trouve son origine, mais dans la société. Il serait donc étonnant que ce soit à l'école qu'on puisse le résoudre. La situation dans laquelle se trouve cette école, obligée de « racoler » pour assurer une mixité toute relative, est profondément liée à ce qui se passe dans toutes l'éducation nationale.

Loin d'être à l'abri des courants qui traversent la société, l'école en est le reflet et contribue également à les reproduire. Les villes sont partagées en quartiers de niveaux sociaux différents, en ghettos pauvres ou riches, et les écoles de quartier mêlent donc rarement les populations de différentes classes sociales et de différentes origines.

A partir du collège, les élèves ont le choix entre différentes options et sont regroupés en fonction de ces choix. Il y a alors les « bonnes » et les « mauvaises » options qui séparent les « bons » et les « mauvais » élèves. De la maternelle à l'enseignement supérieur, l'école reflète et reproduit la division de la société en classes. Et quand, par hasard, une école, comme Paul-Painlevé, est à cheval sur un quartier riche et un quartier très pauvre, où les différences sociales se superposent à peu près aux différences « raciales », les processus d'évitement scolaire (dérogations, enseignement privé...) effectués par les familles aisées deviennent visibles et dénonçables par les organisations antiracistes, puisqu'il est alors possible de réduire le problème à l'un de ses aspects, occultant ainsi toute analyse en termes de classes sociales.

C'est ce qu'ont fait le MRAP et *le Monde*, mais leur analyse en termes de problèmes d'intégration sociale des immigrés est un peu courte. Cela revient à regarder la société par le petit bout de la lorgnette ; c'est une stratégie bien éprouvée (antisémitisme nazi, charters...) que de développer le racisme pour masquer le problème de la division de la société en classes sociales. Est-ce que ce sont les immigrés qui créent le chômage ou le capitalisme ?

Pour en revenir à l'intégration par l'école, à Paul-Painlevé, il y a des Français riches et des Arabes pauvres, et ce sont les « différences de cultures » qui sont invoquées pour expliquer les difficultés scolaires. Mais est-ce que les enfants d'ambassadeurs étrangers ne parlant pas un mot de français ont des problèmes d'« intégration » ?

La question de l'intégration masque donc la question la question de la distance sociale entre individus de classes sociales bien distinctes, et il est clair qu'à Paul-Painlevé, le problème, sur le fond, est d'avantage lié à une distance sociale assez grande entre Français riches et Arabes pauvres plutôt qu'à un problème d'« intégration » de ces derniers.

Dire que les étrangers ne s'intègrent pas, c'est donc mal poser les choses, et de surcroît entrer dans une logique culpabilisante : s'ils ne veulent pas s'intégrer, après tout, c'est aussi de leur faute...

Parler de racisme pose donc, certes, une partie du problème, mais seulement celle qui est immédiatement visible, que ce soit pour les parents ou pour le MRAP et *le Monde*. Ce problème, si évident à l'école Paul-Painlevé, est en réalité un problème souterrain dans l'éducation nationale toute entière, mais tout aussi réel : celui de la reproduction, voire de l'amplification des inégalités sociales par l'école « laïque et républicaine ». Le mythe d'une école neutre car laïque, en quelque sorte « hors société », en prend un bon coup.

Condamner l'école Paul-Painlevé de façon aussi simpliste que le font le MRAP et *le Monde*, c'est refuser de reconnaître qu'elle n'est que le reflet de l'impasse dans laquelle se trouve le système éducatif tout entier, et la société toute entière.

ANNE-LAURE (gr. Déjacque)
et SOPHIE (gr. Durrutti)

Associations

TOULOUSE : SOUTIEN A « LOS ARENALEJOS »
Dans le cadre d'une campagne de solidarité avec le collectif libertaire rural « Los Arenalejos » d'Andalousie, le Centre de documentation et d'études sociales de la CNT organise une soirée d'information-débat, avec la participation d'un compagnon de cette collectivité, le jeudi 28 septembre, à 20 h 30, au **local de la CNT, 7, rue Saint-Remésy, 31000 Toulouse. Tél. : 61.52.86.48.**

NANTES : « LE LOCAL »
« **Le Local** » **(16, rue Sanlecque. Tél. : 40.48.49.56)** vous invite, le vendredi 29 septembre, à 20 h 30, à un débat sur l'actualité de l'antimilitarisme.
Par ailleurs, « Le Local » est ouvert chaque mardi et vendredi, à partir de 20 h.

PARIS : « LA BONNE DESCENTE »
« La Bonne Descente » organise le vendredi 29 septembre, à 20 h, la projection du film *Les Jours et les nuits de Sarajevo*, suivie d'une conférence-débat sur : « L'ex-Yougoslavie et nous ». « **La Bonne Descente », 64, rue Rébeval (M° Belleville), 75019 Paris.**

ALBI : FÊTE ANTIMILITARISTE DU COT
Le Collectif des objecteurs tarnais (fax : 63.35.72.11) organise une fête antimilitariste, à la **Maison de quartier de Cantepau,** le samedi 30 septembre, à partir de 17 h.
Folk, blues avec Blues fish, ska, reggae avec Spoke and The Guay.

PARIS : « LA MARELLE DES RÉVOLTÉS »
Le groupe de Paris du mouvement surréaliste et ses amis exposent à la **CNT (33, rue des Vignoles [M° Avon ou Buzenval], 75020 Paris)** les 29 et 30 septembre, ainsi que le 1er octobre (ouvert dès 10 h et jusqu'en soirée).
• Le vernissage aura lieu le vendredi 29, à partir de 19 h.
• Le samedi 30, toujours à 19 h, se déroulera la projection de films de Jan Svankmajer et de Bruno Montpied, suivie d'un débat sur le thème suivant : « Imagination et Révolte ».

LYON : VILLE SANS VOITURES
Le Regroupement pour une ville sans voitures organise une grande marche à vélo et rollers, le samedi 30 septembre, à 14 h 30. Départ de l'Opéra. **Regroupement pour une ville sans voitures, 20, rue Cavenne, 69007 Lyon. Tél. : 72.07.08.91 ou 72.00.80.97.**

MONTREUIL : CONCERT DE SOUTIEN AUX RÉFRACTAIRES
Le dimanche 1er octobre, à 17 h, un concert de soutien aux réfractaires, avec La Soupe aux clous et Amorcados, aura lieu au **Bar associatif, 33-35, rue François-Arago (métro Robespierre), à Montreuil.** Entrée : 25 F.

PARIS : LES LIENS USA-GUATEMALA
L'Association des journalistes spécialistes de l'Amérique latine et des Caraïbes vous convie à une conférence donnée par Jennifer Harbury sur les relations Etats-Unis-Guatemala, le 9 octobre, à 18 h 30, à la **Maison de l'Amérique latine, au 217, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.**

AMSTERDAM : « LE NÉO-MALTHUSIANISME EN FRANCE ET AUX PAYS-BAS »
L'Institut international d'histoire sociale **(Cruquiusweg 31, NL 1019 AT Amsterdam)** organise un colloque sur « Le néo-malthusianisme en France et aux Pays-Bas », du 6 au 31 octobre. Renseignements à l'Institut ou au **Laboratoire de démographie historique, 54, boulevard Raspail, 75006 Paris. Tél. : 49.54.25.56** (demandez Sophie Bily).

PARIS : « CAMPOS LIBERTAIRE »
Les organisateurs de « Campos libertaire » nous prient de signaler que leur camping estival en Creuse (août 1995) n'était pas organisé par la FA. Malgré tout, l'adresse pour les joindre demeure la **librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.**

LES MÉMOIRES D'UN ENTARTEUR

« Crème et châtiment ! »

Noël Godin - éditions Albin Michel

IL SE NOMME Noël Godin. Beaucoup ont pu voir son visage dans divers magazines ou à la télévision. Mais « ils » se surnomment les entarteurs, les gloupiers. Le pluriel est de mise car derrière ce combat de la tarte à la crème lancé sur diverses personnalités, parmi lesquelles Bernard-Henry Lévy fait figure de tête de Turc, toute une équipe existe.

L'année dernière, lorsque Noël Godin avait rendu visite au festival libertaire du Mans (co-organisé par le groupe FA), il avait annoncé la création d'une « internationale pâtissière », avec des sections en Belgique (le siège social), en Italie, Suisse, Canada, France... N'écoutant que leur « dévotion » et le plaisir de réaliser une telle entreprise, des militants et militantes du groupe FA du Mans, ainsi que des sympathisants, décidèrent de passer à l'acte en prenant comme cible le premier magistrat de la commune : Robert Jarry. Ancien militant du PCF, aujourd'hui soutenu du bout des doigts par le PS et le PCF, Robert Jarry représente ce que l'on nomme pompeusement la gauche alternative. Il a été visé lors d'une fête costumée où il défilait dans les beaux habits dorés d'un bourgeois gentilhomme.

Suite à l'entartage, la presse brodera, ne pouvant admettre que l'on puisse ainsi atteindre si facilement le maire.

Ah, ces journalistes ! Noël Godin en parle en des termes méchants, mais qui touchent leur cible : « *Pourvu qu'on fasse cadeau aux pisse-copie d'un événement scabreux, une tarte sur une tronche célèbre, on peut ensuite leur faire gober n'importe quoi. Une fois qu'on s'est un tant soit peu crédibilisé à leurs yeux, les journalistes ne sont plus que des caisses enregistreuses* ». Il faut dire que Noël Godin connaît bien ce milieu puisque, pendant dix ans, il exercera cette profession en réalisant de fausses interviews, en décrivant des films n'ayant jamais existé. Le dernier gag raconté dans le livre nous apprend comment Noël Godin a fait passer Marguerite Duras pour une terroriste pâtissière. C'est à ce moment que naît l'idée des attentats pâtissiers : « *Ne nous contentons pas d'entretenir le vrai-faux avec le faux-vrai et agissons !* ».

Les cibles préférées de Noël Godin sont les membres de l'intelligentsia culturelle, ceci dans le but « *d'ouvrir les feux sur les rois de l'arnaque culturelle ayant poussé leurs troupeaux d'admirateurs dans tous les culs de sacs du demi-siècle : le carto-guévarisme, le maosticisme, le baba-gaga-coolisme, le socialisme élyséen...* ». Les mots ne manquent pas dans ce livre qui sent le soufre. Noël Godin parle de BHL rudement : « *On ne peut pas tomber dans une personnification plus gluante de la pensée arrogamment roublarde où tout n'est que trucs et trocs, et que tics et toc* ». Les mots ne manquent pas et défilent avec une méchanceté verbale bien écrite pendant 225 pages. Sa conception de l'art : « *Le seul art que j'entends préconiser, c'est l'art de vivre comme ça nous boume illico, et sans frein aucun, dans un combat à mort contre tout ce qui tend à nous en empêcher. L'art donc de savoir tirer l'épée dans le déverrouillage des désirs, les nôtres et ceux des autres bipèdes ne tolérant plus le moindre joug...* ». Ce style unique, on le prend plein la tête avec, de toute évidence, une originalité dans l'abord des différents problèmes. De son éducation catholique, il en parle en ces termes : « *Eduqué par les pères salésiens de l'Institut Don Bosco de Liège, je croyais à saint Nicolas, aux cloches de Pâques et au crapaud de Nazareth, j'avais une croix celtique à la boutonnière et je pensais qu'il était de bon ton d'évangéliser les petits Chinois avec des martinets.* » Education durant laquelle il apprendra à réaliser ses premiers et très géniaux gags anti-profs : la liste est longue...

Dans le chapitre « De l'action digeste à l'action directe », Noël Godin s'affirme clairement dans la mouvance anarcho-situationniste. Dans sa pratique : technique du faux tract, sabotage de quelques meetings, film de propagande militaire volé et détourné. Dans ses idées : pour faire évoluer la société au-delà des actions de masse forcément (!) réformistes, c'est la mise en situation qui compte. Evidemment, comme avec tous les situationnistes, le slogan « *Ne dites plus syndicalistes, dites flics* » nous semble très réducteur, la mystification des actes individuels (en particulier du terrorisme de la fin du XIXe siècle et des années 70) est dangereuse... Néanmoins, dans cette société bien fade, bien morne, sous la dictature d'une pensée unique, libérale et étatique, Noël Godin et son livre, *Crème et Châtiment*, fait du bien, autant que son précédant, *L'Anthologie de la subversion carabinée*, hélas épuisé.

RÉGIS BALRY
(gr. FA du Mans)

N.B. : *Crème et châtiment ! - Mémoires d'un Entarteur*, Noël Godin, entretien avec Marc Cohen, éditions Albin Michel. 89 F (+ 10% de frais de port). A commander à la librairie du Monde Libertaire (chèque à l'ordre de Publico).

FORUM de la LIBRAIRIE du MONDE LIBERTAIRE
145, rue Amelot
(M° Oberkampf), 75011 Paris

VENDREDI 29 SEPTEMBRE
19 h 30
le COLLECTIF
« SOURIEZ, VOUS ÊTES FILMÉS »
projettera une vidéo
et
animera un débat
sur la VIDÉO-SURVEILLANCE

« 2e Nuit de l'Anarchie »
THÉÂTRE TOURSKY
(impasse Léo-Ferré)

MARSEILLE
21 OCTOBRE - 16 h
rencontre
avec les militants du collectif de Marseille de la Fédération anarchiste
sur le thème
« Qu'est-ce que l'anarchisme ? »
• • •
Spectacle à 21 h
avec LOUIS ARTI
MAMA BÉA
LA COMPAGNIE LUBAT
80 F (chômeurs : 40 F).
• • •
Animations diverses, stands, restauration

Ciné sélection

« Bye-Bye » de Karim Didri

Bye-Bye a raflé tous les prix de la section « Un certain regard », à Cannes. Ce film est le deuxième long métrage de Karim Dridi. C'était son premier projet de cinéma, mais *Pigalle* était plus facile à monter. On sent l'amour pour ce premier rejeton à chaque plan : finie la lumière glauque, le néon froid et le monde clinquant et misérable à la fois de *Pigalle*. Nous descendons avec Ismaël, chargé de ramener le petit frère, Mouloud, 12 ans, au bled tunisien, vers le soleil, vers Marseille. Leur arrivée chez le tonton est un grand moment de cinéma.

Pourquoi ce titre *Bye-Bye* ? Karim Dridi répond : « *Parce que c'est difficile de dire au revoir à tout ce qui est trop lourd à porter... la mort d'un frère, ici. Il est difficile de partir, de laisser des choses derrière soi. Ce qui m'intéresse dans les quartiers populaires, c'est la diversité, les vieux quartiers, la diversité des personnages. Ce sont des couleurs, des odeurs. Je suis très sensible aux odeurs. Ça me fait un point commun avec le Président de la République.* »

Aux jeunes immigrés, chômeurs ou laissés-pour-compte, Dridi oppose le noyau familial d'accueil intact, quoique affaibli, avec une mère active, instruite, un père prolétaire « bien intégré »... mais qu'on n'écoute plus trop. Donc, enfin, des immigrés prolétaires ancrés dans un milieu social bien défini. Une des lignes force du film est celle-là. La différence de classe n'est pas ramenée à une différence de fric. Il y a une solidarité, une entraide, un mariage mixte et... le racisme rampant, qui pourrait être vaincu si...

Alain Souchon dirait que les garçons veulent voir sous les jupes des filles. Mais le sage Ismaël ne voit rien. Il fonce, pris dans une ivresse où toutes ses notions de bien et de mal s'envolent, se désintègrent, sont explosées par un désir trop longtemps réprimé, trop longtemps contenu et interdit. Et il démolit une amitié naissante, un lien fraternel donné sans contrepartie, trahi.

La fille qui lui fait perdre la boule, c'est Nozha Kouadra (découverte par Rachid Bouchareb dans *Cheb*).

Le petit frère se perd, lui aussi, pris dans une ligne de fuite fort dangereuse. On peut s'interroger sur cette obsession, dans les deux films de Karim Dridi, de mêler de très jeunes enfants à la part la plus abjecte du monde adulte : le trafic de drogue (de crack) et d'armes. Les deux frères auront vécu une expérience limite, et ils seront alors obligés de passer à autre chose.

Malgré tout, le film est joyeux, chaleureux, et réussit au passage des portraits attachants : la mémé qu'on cale sur des paquets pas très « catholiques ». Le film est un vrai plaisir d'une chronique vivante, servi par d'excellents acteurs : la tante (Jamila Darwich-Farah), le méchant Ludo campé par le « spécialiste » Philippe Ambrosini et Nozha Kouadra qui incarne très bien la jeune et trop jolie fille, totalement embarquée dans des effets « à la mode » dont elle ne mesure aucunement la portée.

Voilà enfin un jeune cinéma qui sort de son immaturité.

HEIKE HURST
(« Fondu au Noir » - Radio Libertaire)

PARIS : SUR LE FRONT DU LOGEMENT

Et si les sans-abri s'invitaient au salon de l'immobilier ?

Du 28 septembre au 1er octobre prochain, les professionnels de l'immobilier se réuniront à l'Espace Champerret pour un salon de l'immobilier dit « pratique ».

Les organisateurs de l'événement affirment être surtout motivés par une démarche de service vis-à-vis du public ; mais qu'en est-il réellement ?

Bien entendu, ils espèrent que l'opération leur rapportera un maximum de fric ; il serait pourtant illusoire de chercher ici le véritable moteur de leur action.

A l'origine du projet, il était surtout question de planter une épine dans le pied du *Figaro*, en se positionnant sur le même marché que lui (conformément à la monomanie du directeur de la société organisant ce salon).

Aux Cascades
80, rue des Cascades
(M° Jourdain) 75020 Paris
jusqu'au 15 octobre
« Derrière la révolte... le désir d'autre chose »
(les affiches de l'atelier des Clots)

Pour cela, il fallait s'associer un partenaire notable, ce fut *le Parisien*. L'image populaire de celui-ci aiderait à promouvoir l'événement — quitte à l'évincer la seconde année, si l'opération s'avérait suffisamment juteuse.

Ensuite, il a fallu remplir les stands, préparer les publicités et organiser quelques conférences et ateliers sur des sujets tels que « Le recouvrement des impayés de loyer ».

Mais pour qui donc ce salon peut-il vraiment s'avérer pratique ?

Pour les professionnels de l'immobilier, administrateurs de biens, syndics et financiers qui s'y exposeront ? Je ne pense pas qu'ils aient besoin d'un salon pour magouiller dans leur coin et s'enrichir sur notre dos.

Pour la société « Publitelorama », qui organise le salon ?

Il est vrai qu'elle a trouvé là un moyen simple de redorer son image de marque déclinante auprès de ses clients. Il faut savoir que cet avatar de « Minitelorama » ne vit que pour et par les professionnels de l'immobilier auxquels sont vendus des espaces publicitaires — presse écrite, services télématiques, bornes interactives, internet, etc. De plus, les directeurs de cette société, méprisant aussi bien leurs clients (qualifiés de « *Bande de Cohen* » par l'équipe commerciale) que leurs salariés non-commerciaux (sous-salaires, non respect du règlement du travail et des conditions de sécurité) et s'intéressant presque uniquement à leur image, peuvent se satisfaire de flatter leur ego d'entreprise.

Pour nous, enfin, travailleurs ou chômeurs qui ne pouvons que rêver devant les beaux immeubles qui poussent un peu partout en Ile-de-France ? Ça ne faisait pas partie du plan initial, mais , comme toujours, il ne dépendra que de nous d'utiliser ce salon au mieux de nos intérêts. Rendons le pratique, en y allant porter nos questions et nos problèmes. Puisque ces messieurs prétendent être là pour nous aider, allons leur demander comment ils comptent s'y prendre. Plutôt que de leur donner nos économies (lorsqu'elles existent) allons plutôt leur demander s'ils ne pourraient pas mettre à notre service leurs stocks d'invendus.

Allons demander au ministre du Logement, qui sera présent au cocktail d'inauguration, le jeudi 28, à 18 h 30, ce qu'il compte faire pour les sans-abri, les mal-logés, ou simplement les travailleurs en attente, depuis des années, d'habitations à des loyers modérés.

Puisque nous ne pouvons empêcher les impudiques manifestations de vanité des vampires de la pierre, qu'au moins nous usions, comme d'une tribune, de l'espace qu'ils pensaient s'attribuer.

ALAIN L'HUISSIER
(Groupe La Villette - Paris)

DIEPPE

Trois hommes en colère à l'assaut d'une vénérable institution bourgeoise

Au mois de juin dernier, Laurent Dufils, Stéphane Chèze et Gérard Terrier, trois jeunes ouvriers dieppois, sont embauchés au service de l'outillage portuaire de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Dieppe (CCID). Le 14 septembre, on leur demande de prendre la totalité des jours de repos accumulés et de signer leur contrat de travail. Ils apprennent ainsi que ce dernier se termine le... 15 septembre (!) et que ce contrat n'était que saisonnier. Le 14, début théorique de leur période de repos, ils sont de fait à nouveau chômeurs. Ils refusent d'accepter cette situation, en totale désaccord avec la législation du travail. En effet, 48 heures après son embauche, tout salarié est considéré comme bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée, s'il n'a pas signé de contrat spécifique. Ainsi, malgré les constats d'huissier (requis par la CCID), continuent-ils à venir pointer dans l'entreprise, dont le président de ladite CCID leur a refusé l'accès. Après maintes péripéties et pressions diverses, la situation est bloquée. La CCID reste sur sa position de contrat saisonnier.

N'ayant plus d'autres recours, face à l'intransigeance patronale, les trois jeunes ouvriers ont décidé d'entamer une grève de la faim, pour obtenir leur embauche définitive, et ainsi le respect de leur droit et de leur personne.

La CCID (humour noir ou cynisme ?), au même moment où elle licencie arbitrairement trois de ses jeunes ouvriers, organise un forum sur l'emploi des jeunes.

Le samedi 23 septembre, les trois grévistes affaiblis ont chargé un représentant du personnel (CGT) d'être leur porte-parole. En réponse, la position de la CCID se traduit par une supercherie digne du patronat le plus réactionnaire : d'accord pour signer un contrat de travail définitif pour ces trois jeunes, mais parallèlement renégociation de la totalité des accords régissant le travail des ouvriers portuaires (bien entendu, avec les acquis sociaux revus à la baisse).

Le groupe Clément-Duval (FA de Dieppe) appelle tous les lecteurs du ML à manifester leur solidarité envers des jeunes montrant, par leur détermination, leur sens de la lutte, ceci en téléphonant à la Chambre de Commerce, au 35.06.50.50, ou en faxant au président de la CCID, M. Gaston Lalitte, au 35.84.70.54, pour exiger l'embauche définitive et sans condition de ces trois jeunes dieppois. Un président qui n'aime d'ailleurs pas trop qu'on lui écrive pour lui demander des comptes ou qu'on écrive sur ses activités, puisqu'il y a quelques mois, lors d'un procès qui l'opposait aux *Informations dieppoises*, il exigeait (par la voix de son avocat) de pouvoir obtenir un droit de regard, avant toute publication, sur les articles le concernant (en clair, le rétablissement de la censure préalable, du jamais vu depuis les années 40).

JEAN-JACQUES LEGOIS
(gr. Clément-Duval - Dieppe)

10 OCTOBRE : GRÈVE UNITAIRE DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Branle-bas syndical

La marmite de la Sociale est-elle à point ? La rentrée syndicale s'annonce avec la grande unité retrouvée pour le 10 octobre où, pour la première fois depuis dix ans, les sept fédérations de la fonction publique font front commun pour protester contre le gel des salaires pour l'année prochaine. De quoi faire se retourner dans leur tombe ceux qui au début du siècle considéraient que les « serviteurs de l'Etat » ne pouvaient être syndiqués !

Adieu donc le mouvement ouvrier en bleu, rêvant de s'emparer des machines et des usines pour aller vers un monde nouveau ? Il faut bien constater que ce n'est plus le bâtiment ou la sidérurgie qui, depuis longtemps, donnent le ton dans les grèves mais ce que l'on appelle les « nantis » assurés d'un emploi à vie. Finies donc les références aux bastions ouvriers qui, comme Renault, servaient de fer de lance à toutes les revendications ouvrières. Délocalisations, trusts internationaux... font que les luttes comme celles de Lip nous paraissent déjà rangées dans l'histoire du mouvement ouvrier.

Chirac au pouvoir a le problème sempiternel de mettre en application le populisme dont il a repeint sa façade. Madelin gênait trop, alors on l'a remercié ; mais Juppé présente aux « partenaires sociaux », que sont devenus les syndicats, une nouvelle version de « à quelle sauce voulez-vous être mangés ? ».

Balladur craignait une révolte tous azimuts. Il s'était magistralement planté avec le Contrat d'insertion professionnelle (CIP). Mais le gouvernement actuel, lui, aura réussi à faire l'unité syndicale dans la fonction publique. Faut-il lui adresser des « félicitations » pour cette « prouesse », comme l'a ironiquement fait Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT ?

Même si, dernièrement, 18 000 agents d'EDF-GDF manifestaient tous unis à Toulouse, si les postiers de l'Ouest (Nantes, Rennes, Le Mans) sont en grève générale, si des débrayages sont prévus à Air France et à Air Inter, le mouvement ouvrier a du plomb dans l'aile.

On pourrait bien sûr disserter sur la trahison des bureaucraties syndicales, sur la suprématie du politique sur le syndical ou sur la perte de la conscience de classe chez les travailleurs... Mais le monde syndical, dans sa division, ne peut vraiment appréhender les bouleversements des rapports économiques. On ne se bat pas contre un trust actuel comme on se battait au début du siècle contre le patronat de la sidérurgie.

« *Agir, c'est toujours penser ; dire, c'est faire* », disait Proudhon. Les théories magiques pour contrer le capitalisme high-tech ne sont pas encore nées. Mais ceux dont la survie dépend du chèque de fin de mois sauront à travers leurs résistances, leurs luttes, prendre conscience de leur force. Certes, cela sonne comme au début du siècle, mais si la toile de fond a changé le monde de l'argent fait toujours régner sa loi.

La difficulté, en cette année du centenaire de la CGT, est que la simple lutte pour la défense des acquis passe pour du syndicalisme. En cette période de déréglementation sociale, c'est fort louable, mais n'offre pas beaucoup de perspectives pour un renouveau du militantisme syndical. Les kiosques à journaux de l'Hexagone montrent un photo du secrétaire de la CGT-FO avec ce slogan : « L'homme qui veut que rien ne change ». C'est là la différence : nous on voudrait tout changer...

JEAN-PIERRE GERMAIN

Amies lectrices, amis lecteurs, vous rencontrez des problèmes de délai lors de la mise en place de votre abonnement ou réabonnement, des problèmes d'acheminement postal, ou vous souhaitez effectuer rapidement votre changement d'adresse, ou bien alors vous ne trouvez pas ou que difficilement le ML dans votre région (problème de diffusion), vous pouvez nous contacter chaque vendredi soir, de 18 h à 20 h, au numéro de téléphone suivant : 35.84.27.17 (en province).

Crash disques présente
jeudi 5 octobre - 20 h - IVRY
• RAYMONDE
et LES BLANCS BECS
• SPICY BOX
• LES GNOMES
et LE BAWAWA SON
(sound system)
au PARC des CORMAILLES
(sous le petit chapiteau)
avec double scène,
tables de presse et stands
M° Mairie-d'Ivry ou RER C Ivry
Entrée : 50 F (chômeurs, étudiants, moins de 25 ans...) et 100 F

SOMMAIRE

Page 1 : A Paris comme à Papeete... non au nucléaire civil et militaire (suite p. 3).
Page 2 : Essais nucléaires : quelles « menaces » pour quelle doctrine stratégique ?
Page 3 : A Paris comme à Papeete... non au nucléaire civil et militaire (suite de la « une »), Le silence des agneaux.
Page 4 : Ne nous cassez plus les neutrons !, Marche européenne 1995 pour un monde dénucléarisé, Rafle d'anars et de syndicalistes, A la petite semaine : *Amateurisme et savoir-faire.*
Page 5 : L'ANDRA s'installe « chez nous », Rendez-vous.
Page 6 : Ecole Paul-Painlevé de Lyon : racisme ou inégalités sociales, Associations.
Page 7 : « Crème et châtiment ! » de Noël Godin, « Bye-Bye » de Karim Didri.
Page 8 : Et si les sans-abri s'invitaient au salon de l'immobilier ?, Branle-bas syndical, Trois hommes en colère à l'assaut d'une vénérable institution bourgeoise.